

# Le Premier mai de toutes les divisions

**Un MR arrogant face à un PS frustré, des partis de gauche francophones en vive concurrence et un front commun syndical en lambeaux: la fête du Travail est à l'image du chaos politique actuel. La preuve, aussi, que la stratégie libérale du « diviser pour régner » fonctionne.**

Par **Olivier Mouton**

Le Premier mai sera explosif ou ne sera pas. La formule est certes galvaudée, tant la fête du Travail est toujours un moment fort de l'année politique et sociale. Une caricature aussi, où les petites phrases s'échangent comme des coups de poignard. Qui ne se souvient pas du « les libéraux sont des salopards » lancé par Philippe Moureaux en 2007, tandis que Charles Michel affirmait au même moment : « Elio Di Rupo Premier ministre, c'est inacceptable pour nous » ? Ou du « Premier mai de pacotille des notables » glissé l'an dernier en pleine campagne électorale par Paul Magnette à Charleroi pour dénoncer l'événement libéral organisé à Jodoigne, tandis que Charles Michel pestait contre la « stratégie des meilleurs ennemis PS – N-VA » ?

Cette année, toutefois, le contexte de tensions tous azimuts dans le monde francophone portera ce moment de folklore politique à un nouveau sommet. Entre MR et PS, rien ne va plus depuis la formation des gouvernements et la naissance de majorités asymétriques, l'été dernier. À gauche, les partis rivalisent de surenchères pour capter la colère des travailleurs affectés par la crise. Syndicalement, le front commun vacille sous les coups de boutoir gouvernementaux, avec les élections sociales de 2016 en ligne de mire.

Le paysage politique, complètement chamboulé, n'en finit plus de transgresser les règles du jeu et de brouiller tous les repères.

## **MR : « La gauche dénigre le travail »**

Aussi, c'est désormais vers Jodoigne que les regards se tournent cette année, là où le MR organise pour la 25<sup>e</sup> fois une fête lancée à l'époque par Louis Michel, furieux de voir les socialistes monopoliser cet électorat crucial. Mot d'ordre : le vrai parti du travail, c'est nous ! C'est là que Charles Michel et les siens vont sublimer leur audace d'avoir rejoint le gouvernement fédéral comme seul parti francophone, en présence d'une importante délégation de l'Open VLD « car nous sommes l'axe de stabilité de la Belgique actuelle ». Là, aussi, que la CSC manifestera pour exprimer son mécontentement et montrer paradoxalement où les feux de l'actualité doivent se braquer. « Au début, on nous prédisait la pire catastrophe, confie Olivier Chastel, président du MR, au Vif/L'Express. Mais nous engrangeons de façon sereine les points de notre accord de gouvernement. Nous avons une ligne et nous avançons. Notre programme est exclusivement socio-économique, ●●●

●●● pour doper l'emploi et relancer l'activité, meilleures manières de sauvegarder la sécurité sociale. »

Le refrain, fredonné depuis des mois, sera accompagné d'un nouveau couplet en guise de critique face aux attaques à répétition du PS et, surtout, de la FGTB. « J'ai été frappé, ces dernières semaines, par les discours très durs contre la réforme des pensions, poursuit Olivier Chastel. C'est comme si on ne pouvait plus se projeter dans l'avenir avec la moindre réforme. Surtout : comment peut-on à ce point être démagogique et dénoncer les méfaits du travail que l'on prétend défendre, au lieu de le valoriser comme une source d'épanouissement et d'indépendance ? » Traduction : ceux qui prétendent défendre les travailleurs ne font en réalité que les stigmatiser.

Au PS, on a tendance à hausser les épaules, même si l'embaras est perceptible. Car oui, regrette-t-on pour l'heure dans les rangs socialistes, la croisade kamikaze des libéraux francophones se déroule mieux qu'annoncé. Avec un Elio Di Rupo resté longtemps meurtri de ne pas avoir retrouvé le 16 et une Laurette Onkelinx démontée au Parlement, le PS semble frustré, en quête d'un nouveau souffle. « Non, nous ne sommes pas dans une position difficile, se défend-on au boulevard de l'Empereur, même si nous avons entendu les nombreuses critiques des médias affirmant que l'on exagère. »

## **PS : « Profondément injuste »**

Le PS continuera donc à dénoncer avec virulence et tous azimuts les mesures « profondément injustes » prises par le gouvernement Michel. Laurette Onkelinx ne pointait-elle pas voici dix jours au Parlement « la semaine de la régression sociale » au moment du vote du saut d'index ? Paul Magnette, ministre-président wallon, ne clamait-il pas que le fédéral

« nuit aux intérêts wallons » lors de la guerre des chiffres née du conclave budgétaire ? « Ce travail critique est d'autant plus nécessaire que certaines mesures injustes du fédéral passent sans que l'on ne réagisse, prolonge-t-on au PS. Et nous sommes convaincus que le temps nous donnera raison. » S'ajoute à cela une frustration : « Il est très difficile de faire

exister le fait régional. Quand nous annonçons une décision importante, il y a trois journalistes présents dans la salle. » Pire : depuis quelques semaines, le MR a mis les bouchées doubles pour dénoncer l'inactivité des majorités régionales (*lire à ce sujet l'interview du député Olivier Maroy page 24*).

Pour autant, le PS compte bien montrer sa capacité à représenter une alternative. A gauche, toute ! « Il existe d'autres voies que l'austérité pour sortir de la crise, clame-t-on à sa tête. Il faut cesser de croire que ces mesures antisociales sont obligatoires comme la droite le prétend. » Tout un symbole : la garde des Sceaux française Christiane Taubira, dernière rebelle gauchiste du président Hollande, sera présente à la tribune du Premier mai à Bruxelles aux côtés de Laurette Onkelinx. Message subliminal : non au néoréalisme libéral de Manuel Valls.

Le PTB, boosté par des sondages prometteurs, est en embuscade. Depuis six ans, il profite du Premier mai pour participer à des manifestations de rue. « Parce que ce n'est pas seulement une fête, mais aussi un moment de lutte, toise Raoul Hedebouw, son porte-parole francophone. Or, cela fait longtemps qu'il n'y a pas eu une telle agression contre les travailleurs. »

#### **FGTB : « L'unité de toute la gauche »**

Ce discours radical, dont le rouge vif colorera ce vendredi les rues de Liège et d'ailleurs, résonne fortement dans les ateliers industriels de Wallonie et trouve son écho au sein d'une FGTB tiraillée comme jamais. Il ne fallait pas trouver ailleurs les raisons de la dernière grève des services publics, le 21 avril dernier, guère comprise dans l'opinion publique, ou de l'appel avorté à une grève générale le 12 mai, finalement rejeté par le comité fédéral le 28 avril. Justification fataliste des Métallos de la FGTB : « Cela ne sert à rien, le gouvernement ne bouge de toute façon pas... » « L'appel avait été lancé par les centrales *ptbéisées* de la FGTB », ironise une source CSC, prouvant que le durcissement du syndicat socialiste cisaille de plus en plus le front commun.

Marc Goblet, secrétaire général de la FGTB, doit sans cesse composer avec une base chauffée à blanc, qui lui reproche une proximité trop grande avec le PS. Sa réaction spontanée lorsque Le Vif/ L'Express l'interroge sur la tonalité du Premier mai vaut plus qu'un long discours : « Je

suis fatigué de ces accointances politiques que l'on me prête, martèle-t-il. Si j'ai rejoint le PS en 1986, c'était pour veiller à ce qu'il aille dans le sens de la FGTB, c'est tout. Je suis là pour défendre les travailleurs, je veux pouvoir me regarder dans la glace chaque matin en tant que syndicaliste. Ce 1<sup>er</sup> mai, je défendrai clairement l'unité de toute la gauche (*NDLR : PTB y compris*). L'année passée, à la tribune, j'avais déjà dit que ce n'est pas en attaquant le PTB qu'on allait régler le problème. » Et s'il ne s'exprimera pas cette année aux tribunes politiques, ni au PS ni au PTB, c'est uniquement parce que son statut a changé : le secrétaire général de la FGTB ne parle qu'à ses militants, à Namur, les secré-

taires régionaux étant chargés de la représentation auprès des partis.

L'irritation croissante de Marc Goblet vient aussi d'une nouvelle attaque en règle de la CSC. Le 22 avril, le président du syndicat chrétien, Marc Leemans, décochait ses flèches à *La Libre*. « Le front commun, ce n'est pas la FGTB qui décide et la CSC qui fuit. » Ou encore : « Je ne suis pas un général de Napoléon qui envoie ses soldats au casse-pipe, baïonnette au fusil, tout droit au massacre. » Une allusion au fait que la FGTB est présentée par le MR comme étant « le bras armé du PS ». « Je me demande bien qui fait de la politique », grommelle Marc Goblet.

#### **CSC : « Des stratégies différentes »**

Au fil des semaines, après l'union sacrée des premiers mois face au gouvernement Michel, la CSC a adopté une ligne plus « ouverte » en approuvant l'accord dégage sur la marge salariale ou en se disant disposée à discuter de la réforme des pensions ou du futur tax-shift. Une attitude liée à la présence du CD&V au sein de la majorité fédérale, du forcing de son vice-Premier Kris Peeters et à l'écrasante majorité de syndiqués flamands au sein de l'organisation. « Le front commun n'est pas mort, mais nous adoptons des stratégies différentes, explique-t-on au sein du syndicat chrétien. Historiquement, la FGTB a toujours été plus dure. Ce sont des chamailleries par presse interposée, mais nous sommes bien obligés de continuer à travailler ensemble. » La dispute a été ponctuellement exacerbée par la grève du 21 avril initiée par la FGTB... en pleine semaine de congrès de la CSC ou encore par la visibilité du trio de l'Action commune PS-FGTB-Solidaris lors d'une campagne du CNCD pour

la défense de la sécurité sociale qui était également soutenue par le Mouvement ouvrier chrétien. « De telles escarmouches risquent de se multiplier dans la perspective des élections sociales, qui ont lieu en mai 2016 », reconnaît-on au sein du syndicat chrétien.

La manifestation de la CSC à Jodoigne, en plein Premier mai libéral, viserait à montrer que le syndicat chrétien reste pugnace en dépit d'accusations venant de la FGTB selon lesquelles il est « en voie de démobilisation ». Une perception à nuancer : l'action se fera en l'absence des principales figures fédérales du syndicat « pour des raisons d'agenda », elle est

portée par la seule CSC wallonne et entend surtout mettre l'accent sur l'exclusion des chômeurs, une mesure prise... sous le gouvernement Di Rupo.

Magnanime, le président libéral Olivier Chastel confie : « C'est un syndicat, je suis prêt à écouter son message pour autant qu'il respecte le caractère familial du Premier mai à Jodoigne. Je ne peux pas lui demander d'être d'accord avec tout ce que l'on fait mais jusqu'ici, je dois constater que contrairement à d'autres, il a été plutôt constructif. »

Pour le MR, ce Premier mai est la démonstration que sa stratégie fonctionne : il faut diviser pour régner. C'est aussi, l'illustration parfaite de son slogan actuel : le fédéral décide, ose réformer et prendre des mesures difficiles, tandis que les Régions PS - CDH ne bougent pas. « Nous sommes conscients que nous demandons des efforts à nos concitoyens, mais avec le souci de revaloriser tous ceux qui travaillent », scande Chastel. « Nous sommes patients, soupirez-vous au PS. Les solutions de la droite semblent plus simples aujourd'hui, mais il arrivera un moment où l'on comprendra qu'elles sont économiquement inefficaces. » • O.M.